



European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)

ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES ET L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC

MONITEUR CES DE L'AUSTÉRITÉ N° 1

Les travailleurs du secteur public ont été les premiers et les plus durement touchés par l'austérité. Ils sont une « cible facile » pour les ministres des finances qui cherchent à réduire les importants déficits publics, rapidement et simplement, en diminuant les salaires dans le secteur public pratiquement du jour au lendemain. Un grand nombre d'emplois publics ont au même moment été supprimés par le non renouvellement de contrats temporaires. D'autres pertes d'emplois seront à déplorer à moyen terme lorsque des travailleurs quittant le service public ne seront pas remplacés.

Une raison supplémentaire de viser le secteur public est l'« effet domino » que les réductions salariales dans ce secteur ont sur le reste de l'économie : si de telles réductions sont appliquées dans le secteur public, il devient alors logique de les appliquer également dans le secteur privé. Si le salaire moyen diminue, le niveau du salaire minimum est à son tour mis sous pression. Et, si toute la structure salariale est affectée, les allocations de chômage doivent également être réduites afin de rétablir des incitants financiers pour que les chômeurs se remettent au travail. C'est ainsi que les réductions de salaires dans le secteur public constituent la première étape d'une très forte spirale sociale négative.

Le tableau en annexe donne un aperçu des réductions et blocages de salaires ainsi que des diminutions d'emplois. Il illustre la brutalité dévastatrice à laquelle les travailleurs du secteur public doivent faire face dans un grand nombre de pays membres de l'UE :

- Les salaires nominaux ont été bloqués en Bulgarie, Pologne, Roumanie, France, Espagne, Slovénie, Italie et Portugal. Dans plusieurs de ces pays, ces blocages ne sont pas limités à un an mais seront maintenus pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans. Compte tenu de l'inflation, le blocage des salaires nominaux revient à une véritable diminution des salaires.
- Suivant les pays, le blocage des salaires nominaux est suivi ou précédé d'une réduction de ces salaires. L'Allemagne va réduire les salaires du secteur public de 2,5% en 2011 alors que l'Espagne les a déjà réduits de 5% en 2010. Le Portugal a pendant ce temps instauré une réduction salariale de 10% quoique celle-ci ne soit d'application que pour les salaires supérieurs à 1500 euros. L'Estonie et la Lituanie ont réduit les salaires d'environ 8%. Vient ensuite l'Irlande où les salaires dans le secteur public ont été réduits en différentes étapes d'à peu près 13%. Ces réductions sont même plus importantes encore en Grèce (-20%) et en Roumanie (-25%). La

palme revient malheureusement à la Lettonie qui bat tous les records avec des diminutions de salaires allant jusqu'à 50%.

- Au même moment, l'emploi dans le secteur public est sacrifié : la Pologne et la Bulgarie vont le réduire de 10%. La Roumanie a annoncé 250.000 pertes d'emplois dans le secteur public tandis que le Royaume-Uni a récemment fait état d'une réduction de 490.000 emplois, soit 10% de la main-d'œuvre totale du secteur public.

Pour l'économie, les conséquences de l'austérité dans le secteur public seront graves :

- Au vu des chiffres, on peut s'attendre à ce qu'un million de travailleurs du secteur public perdent leur emploi dans les toutes prochaines années. Ces pertes d'emplois directs se traduiront dans l'économie par une moindre demande et de moindres dépenses qui, à leur tour, entraîneront des pertes d'emplois indirects. Dès lors, après la perte de 5 millions d'emplois durant la récession, de 1,5 à 2 millions d'emplois supplémentaires seront perdus ! Il faut noter qu'il s'agit là d'une estimation prudente car les effets de la demande négative induite par les réductions de salaires dans le secteur public n'ont pas été pris en compte.

En outre, du fait de l'importante dette du secteur privé dans les pays où les réductions sont les plus sévères (Royaume-Uni, Espagne, Portugal), la dynamique de création d'emplois dans le secteur privé ne suffira pas à compenser ces coups supplémentaires portés à l'emploi. L'austérité dans le secteur public signifie donc qu'un taux de chômage élevé s'installe pour de nombreuses années.

- En plus des effets immédiats sur la demande et l'activité économique, il y aura également des effets structurels. Les emplois et les salaires du secteur public ne doivent pas être seulement considérés comme des coûts. Ils devraient au contraire être vus comme un investissement pour l'avenir de l'économie et de la société. Si des écoles et des hôpitaux ferment, si les investissements dans l'enseignement diminuent, si les services de programmation des infrastructures publiques sont réduits, si on assiste à un exode de personnel qualifié (enseignants, médecins, infirmières, ingénieurs,...) vers d'autres pays et régions du monde, l'économie souffrira alors aussi à long terme.

Dit autrement, l'austérité ne marchera pas. Mais elle nous mènera à la ruine.

CES, Bruxelles, 26 octobre 2010.

Aperçu des mesures d'austérité prises dans le secteur public

	Blocage salarial	Réduction salariale	Réforme des salaires	Emplois
Bulgarie	2011-2013	2010 : -10%	2010	Plus de 10%
Croatie		2009 : -6%		
République tchèque		2011 : -10% de la masse salariale totale (-30% en cas de service de longue durée)		
Grèce	2009-2012	2010 : -20%	2010	Pas de recrutement en 2010. Un remplacement pour cinq départs de 2011 à 2013
Hongrie		2009 : 13 ^{ème} mois		
Irlande		2009 : -5% et -5 à -8%	2009-2010	
Lettonie		2009 : -15 à -50%		
Italie	2010/2011/2012			Remplacement de 1 sur 5 (170.000 ETP dans l'enseignement)
Lituanie		2009 : -8%		
Pologne	2011			10%
Portugal	2010-2013	2010-2011 : -10% si salaire >1500 euros		
Roumanie	2009	2010 : -25%	2009-2010	Remplacement de 1 sur 7 (250.000 licenciements)
Slovaquie		2010 : -1%		
Espagne	2011	2010 : -5%		
Slovénie	2011		Accord précédent pour l'augmentation des salaires publics annulé en 2010	
Allemagne		2011 : -2,5%		Perte de 10.000 emplois d'ici à 2014

	Blocage salarial	Réduction salariale	Réforme des salaires	Emplois
France	2011-2013	Prélèvement pour les pensions		
Luxembourg	2010 pour l'administration centrale			
Estonie		2010 : -8% (via réductions des bonus)		
Lituanie		2010 : -8 à -10% (temporaire, pas sur salaire de base)		
Royaume-Uni	2 ans			490.000

Source : Questionnaire CES annuel sur les conventions collectives.